Budget 2016 : rééquilibrer les priorités en faveur de l'environnement et de la solidarité

Communiqué de presse

Budget 2016, c'est parti !

Strasbourg – jeudi 12 mars 2015 -

Le Parlement européen a voté ses priorités sur les orientations du budget 2016. Les éléments clés, durant cette année, seront la lutte contre la crise des paiements, les outils budgétaires pour la croissance ainsi que le plan d'investissements.

Dans ce cadre, les députés socialistes français ont défendu un nécessaire rééquilibrage des priorités en faveur de l'environnement et de la solidarité. Le programme de recherche Horizon 2020, COSME, ERASMUS+, l'aide extérieure et humanitaire, la transition énergétique ainsi que les politiques de migration et d'asile ont été particulièrement mis en avant. Les députés socialistes ont également insisté sur l'effort à maintenir en matière de lutte contre le chômage des jeunes à travers l'Initiative pour l'Emploi des jeunes qui doit être poursuivie et amplifiée.

Le premier point délicat reste la crise des paiements. « Le budget 2016 doit être le dernier d'une longue liste de budgets insincères. Nous serons extrêmement vigilants sur la mise en œuvre, par la Commission et le Conseil, du plan d'apurement des 24,7 milliards d'euros accumulés de factures impayées. Cette situation entrave en effet l'action des porteurs de projets et discrédite le sérieux de nos institutions aux yeux des citoyens », ont rappelé Jean-Paul Denanot et Isabelle Thomas, tous deux membres de la commission budget.

Le deuxième point de débat est la question du plan d'investissements. Les deux élus ont salué, une fois de plus, cette initiative qu'ils appelaient depuis longtemps de leurs vœux afin de relancer la croissance et l'emploi en Europe. Toutefois, ils ont également fait part de leurs réticences à la Commission européenne : « Le plan d'investissement ne doit pas se faire au détriment des programmes de recherche déjà en cours. D'autres moyens existent pour alimenter le fonds de garantie de ce plan. Nous travaillons sur des propositions » ont-ils souligné à ce sujet.

« A plus long terme, c'est la question de la révision à mi-parcours du Cadre financier pluriannuel et la réforme des ressources propres de l'Union que nous voulons poser. Ce sont nos priorités politiques afin de doter l'Union européenne d'un budget digne de ce nom, à la hauteur des enjeux actuels et à venir. »

Le lien vers le site de la DSF